

Délibération n°2024_07_02_16

Objet : Transformation de la régie du Port en régie dotée de la simple autonomie financière à compter du 1er janvier 2025

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU MARDI 2 JUILLET 2024

L'an deux mille vingt quatre, le deux juillet, le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le mercredi 26 juin 2024, s'est réuni à 19h00, au lieu ordinaire des séances, salle YVES ABRIC, sous la présidence du Maire, Monsieur Jean-Pierre RICO.

Nombre de membres en exercice : 29

Nombre de membres présents : 19

Nombre de membres représentés : 9

Secrétaire de séance : Patricia NIVESSE

Présents :

Jean-Pierre RICO - Jocelyne TAVERNE - Xavier MIRAULT - Olivier BOUDET - Françoise BERTOUY - Patricia NIVESSE - Brigitte RODRIGUEZ - Colette MORETEAU - Maryline BENEDETTI - Michel LITTON - Francine BOYER - Fabrice IRANZO - Benoît DELTOUR - Romain CASAS-MATEU - Karine BREITHEL - Philippe CATTIN-VIDAL - Patrick PASQUIER - Caroline SAROCHAR - Cathy PROST

Absents représentés :

Mario MARCOU pouvoir à Jean-Pierre RICO - Jean-Marc MALEK pouvoir à Maryline BENEDETTI - Jean-Marc LEÏENDECKERS pouvoir à Francine BOYER - Pascale MARCHAL pouvoir à Fabrice IRANZO - Laurie BELTRA pouvoir à Olivier BOUDET - Quentin BOINET pouvoir à Xavier MIRAULT - Peggy DE KERPOISSON pouvoir à Patrick PASQUIER - Muriel POUJOL pouvoir à Philippe CATTIN-VIDAL - Laurent TATON pouvoir à Caroline SAROCHAR

Absent :

Bernadette CONTE-ARRANZ

Le quorum étant atteint, l'assemblée peut délibérer.

Monsieur Michel LITTON, conseiller municipal délégué au Port, à la Pêche et au Nautisme, aux Affaires maritimes et aux Affaires littorales, rapporte :

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 1412-1, L. 2221-1 et suivants, L.2221-4, R2221-1 à R2221-17 et R 2221-94.

En vertu des dispositions combinées des articles précités, les communes publiques à caractère industriel et commercial (SPIC) dans le cadre d'une régie dotée à minima de l'autonomie financière.

Les régies dotées de la simple autonomie financière ne disposent pas de la personnalité morale et leur autonomie est limitée. Elles sont administrées, sous l'autorité du Maire et du Conseil municipal, par un Conseil d'exploitation et un directeur désignés sur proposition du Maire. Les statuts fixent la composition du Conseil d'exploitation.

C'est le Conseil municipal, après avis du conseil d'exploitation, qui délibère sur toutes les questions intéressant le fonctionnement de la régie. Le budget est préparé par le directeur, soumis pour avis au Conseil d'exploitation, et voté par le Conseil municipal.

Il convient de créer cette régie dotée de l'autonomie financière à compter du 1^{er} janvier 2025 et de la doter de statuts.

Le Port est un SPIC relevant de la nomenclature M4. Il convient également de transformer son budget en budget annexe **doté de l'autonomie financière** ce qui implique que les opérations budgétaires ainsi que la comptabilité et la trésorerie du service deviennent distinctes de ceux de la commune. Le Maire est l'ordonnateur et l'agent comptable reste le même que celui de la commune. Cette régularisation prendra effet au 1^{er} janvier 2025.

A compter de cette date le Port sera également assujetti à l'impôt sur les sociétés.

Il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- Créer une régie dotée de la seule autonomie financière pour la gestion du Port de Pérols et transformer le budget du port en budget annexe doté de l'autonomie financière à compter du 1^{er} janvier 2025,
- Fixer le montant de la dotation initiale correspondant à l'actif et au passif figurant au budget du Port au 31 décembre 2024, le budget du Port étant déjà géré en budget annexe,
- Adopter les statuts de la Régie du Port de Plaisance de Pérols dotée de la seule autonomie financière ci-annexés.

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 28

Contre : 0



Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

Fait à Pérols, le 4 juillet 2024

Secrétaire de séance,
Patricia NIVESSE

Le Maire,
Jean-Pierre RICO

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou notification.